
LES JARDINS POTAGERS : DE MULTIPLES INTÉRÊTS

Synthèse de publications contemporaines
(mémoires, études, enquêtes, articles)

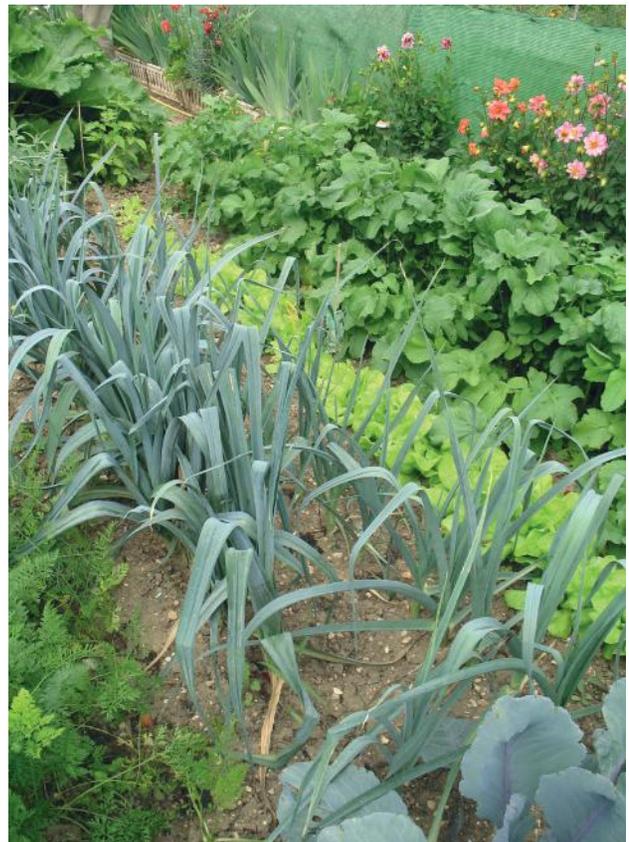
novembre 2024

LES JARDINS POTAGERS : DE MULTIPLES INTÉRÊTS

Synthèse de publications contemporaines (mémoires, études, enquêtes, articles) Fin XX^e siècle - années 2020

En 2018, à l'initiative de la section potagers et fruitiers de la Société nationale d'Horticulture de France (SNHF) en partenariat avec l'Association Jardinot, la Fédération nationale des Jardins familiaux et collectifs (FNJFC), SBM Solabiol et le Groupement national interprofessionnel des Semences et plants (GNIS) - SEMAE depuis 2021 -, une étude a été menée par Anoucha Joubert, étudiante d'AGRo Paris Tech, pour son diplôme de fin d'études en Ingénierie des espaces végétalisés urbains (IEVU). Encadrée par Christine Aubry (AGRo Paris Tech) et Jean-Daniel Arnaud, membre du conseil scientifique, elle mena à bien sa recherche et valida brillamment son mémoire sous le titre *Étude-enquête sur l'intérêt économique des jardins potagers* [15]. Cinq années plus tard, et après la période COVID, la section potagers et fruitiers a décidé de faire un point sur le sujet. À la différence d'Anoucha Joubert, pour les membres de la section en charge de ce dossier, il ne s'agissait pas de conduire une nouvelle enquête auprès des jardiniers, mais de constituer un corpus de publications et d'enquêtes (liste en annexe) s'intéressant aux potagers et aux jardiniers sur une période allant de la fin du XX^e siècle aux années 2020 - soit une période d'une trentaine d'années correspondant à une génération. Les publications (enquêtes, mémoires, articles, interviews radio...) ont été exploitées dans une triple perspective pour collecter les éléments relevant :

- 1 - de la dimension économique au sens financier,
- 2 - des données quantitatives (production),
- 3 - des aspects regroupant les autres intérêts du jardinage et des potagers, présents dans nombre des publications du corpus.



1. DE LA DIVERSITÉ DES POTAGERS, DES JARDINIERS ET DE LEURS PRATIQUES

Le jardin potager, terme générique, recouvre des situations extrêmement différentes selon de nombreux critères parmi lesquels :

1 - Le statut du jardinier au regard du terrain qu'il cultive. En effet, il peut en être propriétaire ou locataire. En tant que propriétaire, le jardinier reste libre de ses choix. S'il est adhérent d'une association de jardins familiaux - ou jardins ouvriers -, il produit des légumes pour son propre usage sur la parcelle qui lui a été attribuée en respectant le règlement associatif - ou municipal. S'il participe à un jardin partagé, il cultive de manière collective avec les autres membres du groupe.

En 2010, deux tiers des potagers relevaient de jardins collectifs, le tiers restant attaché à la maison individuelle [9].

2 - La superficie : allant d'un coin attaché à un pavillon à plusieurs centaines de m². En 2010, la surface moyenne des potagers était estimée à 172 m². Globalement, une moitié des jardins occupaient 100 à 200 m², un quart moins de 100 m² et un quart plus de 200 m² [10].

3 - La localisation du jardin et le temps consacré au jardinage : à la campagne, en ville, jardin privatif attaché ou non au domicile, parcelle de jardins familiaux.

En 2010, les potagers se situaient pour une moitié en zone urbaine, pour un tiers en zone péri-urbaine [16].

La proximité ou l'éloignement du jardin du domicile, ainsi que le temps accordé à son entretien [2], influent sur les pratiques, selon qu'ils permettent une activité et une surveillance fréquentes, voire quotidiennes, ou au contraire plus occasionnelles, par exemple seulement le week-end. La localisation conditionne aussi le temps consacré au jardinage; il influe sur les résultats obtenus.

En 2010, la moitié des jardiniers fréquentaient leur jardin sur une période de 7 à 9 mois, tandis qu'un tiers s'en occupaient presque toute l'année, de 10 à 12 mois, les autres, un sixième (1/6) avaient une pratique plus réduite et saisonnière (printemps-été) [10]. En 2015, 37 % des 17 millions de passionnés déclaraient s'y adonner d'une fois tous les 15 jours à deux ou trois fois la semaine [19].

4 - la situation géographique du lieu liée à la diversité de la France : du bord de mer à la montagne avec autant des conditions climatiques.

Le potager renvoie donc à de multiples configurations de jardins et presque autant de jardiniers et de jardinières dont les effectifs avoisinent les 20 millions en 2024. C'est donc une grande diversité des pratiques qui peuvent être observées au vu du temps consacré à l'activité selon les contraintes et les goûts, les espèces cultivées, sans oublier l'expérience, des débutants aux confirmés. Les différences importantes rencontrées dans les publications étudiées rendent compte de la multiplicité des situations.



a. Évolution des potagers : perspective fin XX^e siècle - premier quart du XXI^e siècle

Le phénomène général d'urbanisation est amorcé depuis plusieurs siècles avec l'exode rural.

Un siècle en arrière, au milieu des années 1920, on comptait, en France, 52 % de ruraux pour 48 % d'urbains. Le mouvement s'est fortement amplifié après la Seconde Guerre mondiale au profit, d'abord des villes, puis des communes des zones péri-urbaines à leur tour densément peuplées. En 2022, près de 82 % des Français résidaient en milieu urbain. Pour Alain Thouvenin (2010), l'urbanisation a entraîné, pour de nombreuses familles, la perte du terrain attaché au domicile en milieu rural et « la délégation au marché pour la consommation ont fait passer le jardin d'un lieu de production à un lieu de dépense » [21].

Au cours des deux décennies écoulées, on enregistre un engouement ou un renouveau pour le jardinage.

b. En ville

Chez les urbains, il correspond à un besoin d'ancrage, un rapport à la nature, il procure un sentiment d'appartenance collective (jardins familiaux ou jardins partagés) en particulier pour les classes moyennes et les personnes à fort capital culturel [4].



c. En milieu rural

On observe également un renouveau du jardinage. Pour les nouveaux résidents qui ont choisi de vivre à la campagne, la jardinage (potager) va de soi. Il contribue également à pallier la raréfaction, voire la disparition, des commerces de proximité et la réduction des dépenses liées à la mobilité pour faire les courses [6].

Avec la crise de la Covid, on a pu noter une accélération de cet engouement pour le potager [5] y compris de la part de nouveaux jardiniers : mouvement appelé à durer ou simplement éphémère ? Au prisme des évolutions du volume de ventes en jardinerie [23], en 2023 le niveau des achats a retrouvé celui de 2019 d'avant Covid, ce qui tendrait à penser que l'accélération des premières années 2020 relevait davantage d'un intérêt conjoncturel.

2. DES INTÉRÊTS ET BÉNÉFICES DU JARDINAGE

La multiplicité des situations confirme le choix d'une lecture à plusieurs niveaux pour appréhender les intérêts du potager au-delà des aspects économique et financier pour les jardiniers. En effet, se limiter aux quantités récoltées, consommées et aux économies ainsi réalisées masqueraient les autres dynamiques à l'œuvre [12] qui ont vu le jour au fil du temps, accompagnant les transformations de la société et les modes de vie.

Au cours de la dernière décennie du XX^e siècle, le potager contribuait principalement à assurer un certain degré d'autoconsommation réduisant d'autant le budget alimentaire familial. Il participait également d'une forme de loisirs, d'un temps-libre récréatif, associés à l'exercice d'une activité physique [11].

Trois décennies plus tard, des motivations nouvelles sont apparues. Produire des légumes - et des fruits - plus sains vise à bénéficier d'une alimentation de meilleure qualité avec les effets escomptés sur la santé [8] [14]. Le jardinage contribue à renforcer, voire à renouer, le lien avec la nature [6] [8]. Produire une part de son alimentation participe de la sensibilisation à la lutte contre le gaspillage alimentaire [6]. Plus qu'une pratique de loisirs, le jardinage renforce les liens intergénérationnels et, plus généralement, les liens sociaux à travers de nouvelles formes collectives de jardinage. Chez les nouveaux jardiniers, et principalement chez les néo-ruraux, on observe une hybridation entre des pratiques traditionnelles de jardinage d'autoconsommation [13] et des engagements avec des motivations plus contemporaines citées précédemment.

Des collectivités territoriales (communes, communautés de communes ou d'agglomération), de grands propriétaires fonciers (SNCF, bailleurs sociaux...), en réponse à la demande d'espaces de jardinage, mettent à disposition d'associations des terrains libres, parfois désaffectés de leur usage antérieur. Les activités s'y organisent de manière collégiale ou sous la conduite de personnes ressources, voire de formateurs spécialisés. Selon le type de jardin, les bénéfices sont observés en matière de lien social, d'insertion, voire thérapeutique. Quand bien même la production n'est pas prioritaire, les jardiniers éprouvent une satisfaction à consommer quelques légumes ou fruits tirés du jardin qu'ils ont eux-mêmes cultivé [11]. Outre les bénéfices sociaux, les collectivités en tirent un intérêt en



matière d'investissement. Les espaces ainsi entretenus n'ont pas à l'être par le personnel salarié des collectivités ou des entreprises. En 2010, pour les communes, le gain annuel ainsi réalisé, se situait entre 7 et 22 € le mètre carré, somme correspondant au coût de l'entretien s'il avait dû être assuré par le personnel municipal ou communautaire. Dans le cas de l'entretien par une entreprise spécialisée espaces verts, le gain se situait dans la fourchette 15-70 € le mètre carré [22].

Au cours du premier quart du XXI^e siècle, les jardiniers, à travers l'évolution des motivations avancées et des pratiques observées, intègrent quelques-unes des causes mises en avant tant au niveau national qu'à l'échelle de la planète. À titre d'exemples : en France, la loi Labbé (2015) sur l'interdiction des produits phytosanitaires de synthèse; la protection de la nature; la lutte contre le gaspillage alimentaire valorisée par l'ONU en 2021, déclarée année internationale des fruits et légumes.

a. Production et autoconsommation



En 30 ans, de 1985 à 2006, la production des jardins concourant à l'autoconsommation des légumes et des fruits a baissé passant de 34 % à 23 % des ménages. Le mouvement s'est poursuivi. Au début des années 2010, « la pratique de l'autoconsommation régulière apparaît moins fréquente en région parisienne et en milieu urbain que dans les autres régions françaises et en milieu rural. Chez les adultes, cette pratique augmente avec l'âge ». Elle concerne, en proportions décroissantes, les fruits, les légumes, les pommes de terre et les oeufs [1]. En 2017, dans une enquête de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), 20 % des ménages déclaraient avoir consommé des produits de leur production ou de celle d'un autre ménage (échange ou transaction) [7]. Dans les résultats de l'enquête SEMAE - KANTAR de 2021, le rendement vient toujours après la recherche

de récoltes goûteuses et de qualité de l'alimentation. La mise en avant du rendement du potager est absente des réponses des 40 % de jardiniers du panel interrogé. La recherche du rendement est donc un élément sujet à de grandes variations selon les caractéristiques socio-démographiques des jardiniers et leurs motivations pour le jardinage [2] [9]. En revanche, il reste primordial chez certains disposant de faibles ressources comme l'exprimait un jardinier lors d'un échange informel « Je ne peux pas me permettre de perdre ma récolte de pommes de terre ». L'objectif différentiel de production du potager s'apprécierait par la part qu'occupe la surface cumulée potager-verger dans les jardins. Ainsi selon l'étude AGRo Paris Tech-SNHF, elle décroît des agriculteurs (70 %) aux artisans et ouvriers (60 %) aux cadres (40 %). Selon un rapport du Centre technique interprofessionnel des fruits et légumes (CTIFL), l'autoconsommation du jardin potager-verger était assurée pour 5 % du panel en 2021, 33 % pour les légumes et 27 % pour les fruits. Pour les autres, l'autoconsommation est saisonnière selon la taille des potagers et les espèces cultivées [5]. Dans les jardins collectifs urbains, jardiner permettrait de couvrir ponctuellement les besoins de la famille pour un ou plusieurs légumes [18]. Le jardinage est donc très majoritairement un complément dans le panier de nombre de ménages.

b. Économie du potager

Le jardinage contemporain est également une activité qui génère des dépenses, peut être plus que par le passé. Annuellement, il faut acheter des produits de jardinage, des plants ou des semences, éventuellement inclure le poste arrosage qui fluctue selon les pratiques culturelles retenues et les conditions météorologiques.



Par ailleurs, pour ceux qui ne sont pas propriétaires de leur potager une grande diversité de situations existe allant de la gratuité au coût lié à l'accès au jardin. Pour les jardins collectifs, qui recouvrent historiquement les jardins ouvriers aujourd'hui appelés jardins familiaux et plus récemment les jardins partagés, s'ajoute, selon le statut et le mode de gestion qui diffèrent d'une collectivité à l'autre, le montant d'une cotisation, d'une adhésion à l'association gestionnaire pour la mise à disposition d'une parcelle, voire d'une redevance à la collectivité. Pour une location entre particuliers, le jardinier s'acquitte d'un loyer au propriétaire ou d'une fourniture de fruits et légumes produits sur le terrain. Au départ, ou par la suite, plus ponctuellement, il faut compter avec les dépenses relevant des investissements (matériel, accessoires) et de l'entretien.

Les économies résultent du différentiel dépenses / valeur de la production. Or le rendement n'est pas directement proportionnel aux dépenses. Ainsi des jardiniers expérimentés peuvent obtenir de bons rendements avec des dépenses modérées. A contrario, des néo-jardiniers n'ont pas nécessairement des rendements à la hauteur des dépenses consenties [14].

Les économies réalisées par l'autoconsommation doivent autant que faire se peut s'appuyer sur la valeur en saison des légumes ou des fruits de qualité équivalente et potentiellement achetés en quantités égales. Rien ne dit qu'en l'absence de récolte d'un ou plusieurs produits, les achats correspondants seraient systématiquement effectués [15]. Le montant peut fortement varier selon les variétés ou végétaux concernés. Ainsi, à côté des légumes courants, la présence ou pas, et l'importance de la part des légumes plus confidentiels, des plantes aromatiques et des petits fruits rouges peuvent faire varier considérablement les montants. D'autre part, on observe des différences entre les jardiniers qui ne cultivent qu'en vue d'une auto-consommation en saison de production et ceux dont la production est aussi destinée à la conservation pour une consommation tout au long de l'année (silo, congélation, stérilisation, lacto-fermentation...).

En 2017 (CTIFL), en moyenne, l'autoconsommation concourait à 5 % du budget alimentaire des ménages, 23 % de celui des légumes et 14 % pour les fruits. En valeur, toujours en moyenne, l'économie réalisée s'élevait à 110 € sur un budget mensuel de 570 €, soit un cinquième [5]. Sur l'année, l'économie théorique réalisée s'élevait à 1 320 € (12 x 110 €). L'enquête de terrain presque contemporaine (Joubert, 2018) différenciait les jardins familiaux des jardins privés. En moyenne l'économie annuelle était de

1 120 € pour les jardins familiaux et 1 550 € pour les jardins privés [15]. 1 120 €, 1 150 €, soit des valeurs du même ordre que celle de l'étude parue en 2017 (1 320 €). Pour les jardiniers des jardins familiaux, il s'apparenterait à « un 13^e mois jardiné » selon l'expression de Daniel Cérézuelle [3]. Dans l'étude AGRo Paris Tech-SNHF, il était proposé, outre les valeurs moyennes, des fourchettes : pour les jardiniers des jardins familiaux, les gains annuels variaient de 299 € à 3 395 € ; pour les jardins privés, de 135 € à 5 037 €. Comme toujours, les moyennes masquent la diversité des situations.

Dans l'enquête SEMAE - KANTAR de 2021, réaliser des économies n'est pas l'objectif premier des jardiniers, avec un score de 66 %, il vient bien après la recherche du goût et de la qualité qui totalise 98 % des réponses [9].

Faute de données chiffrées plus récentes, il est délicat d'avancer des valeurs pour 2023 - 2024. Les ordres de grandeurs établis ont pu être affectés diversement par les effets de la poussée inflationniste des 2 dernières années.

La production d'un potager - fruitier apporte une contribution plus ou moins importante à la réduction du budget alimentaire des familles. Pour le jardinier, l'activité physique exercée d'une part, et la consommation des fruits et légumes produits sagement d'autre part, ont potentiellement des effets sur la santé et donc sur une possible réduction des dépenses de santé. Lors des transactions immobilières, en ville, une maison disposant d'un jardin bénéficie d'un atout pouvant interférer positivement (de 5 % à 15 %) sur la valeur du bien [24].



3. EN GUISE DE CONCLUSION

Cultivés par 20 millions de jardiniers, les potagers présentent une grande diversité au niveau de leur surface, des espèces cultivées et des motivations pour la culture des légumes, du temps que leur consacrent les jardiniers et de leur niveau d'expérience.

Si le potager contribuait auparavant principalement à assurer un certain degré d'autoconsommation, réduisant ainsi le budget alimentaire familial, il revêt désormais de multiples intérêts et apporte de nombreux bénéfices : production de légumes plus sains et plus goûteux, participation à une alimentation de meilleure qualité, lutte contre le gaspillage alimentaire, activité physique désstressante au grand air et au contact de la nature, contribution à la protection de l'environnement, renforcement des liens sociaux et intergénérationnels...

La recherche du rendement et la réalisation d'économie ne sont pas les premières motivations indiquées par les jardiniers, mais elles restent primordiales pour ceux disposant de faibles ressources. L'autosuffisance du jardin représente une part importante de la consommation : 33 % pour les légumes et 27 % pour les fruits selon un rapport récent. Les économies réalisées par

l'autoconsommation des fruits et légumes sont loin d'être négligeables. Proches de 1 500 € par an en moyenne, elles varient de manière importante selon la taille des jardins, la technicité des jardiniers, les fruits et légumes produits. Ces économies s'apparentent à un treizième mois selon des déclarations de jardiniers.

Pour les collectivités, la mise en place de jardins familiaux ou partagés, outre les bénéfices sociaux et les intérêts pour les jardiniers qui en bénéficient, représente une économie en termes d'entretien de ces espaces par rapport aux sommes qu'elles devraient y consacrer si le travail était réalisé en interne ou en recourant à des prestataires spécialisés.

Synthèse et recensement réalisés par Philippe Monchaux avec Jean-Daniel Arnaud, Jean Wohrer et Dominique Daviot pour la section Potagers et fruitiers de la SNHF (<https://www.snhf.org/potagers-et-fruitiers/>)

Crédits Photos : Dominique Daviot, Jean-Claude Ferail - AOJOF, Serge Lamarre, Philippe Monchaux - ASLD, Jean-Marc Muller.



BIBLIOGRAPHIE

- [1] ANSES Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES). « Étude individuelle nationale des consommations alimentaires 3 (INCA3) », Rapport d'expertise collective, La documentation française, juillet 2017, 564 p.
- [2] CAILLAVET (France), NICHELE (Véronique), 1999. Autoconsommation et jardin : arbitrage entre production domestique et achats de légumes. *Économie Rurale*, N°250, p.11-20. [PDF (11 pages) Autoconsommation et jardin__0013-0559_1999_num_250_1_5071] https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1999_num_250_1_5071
- [3] CEREZUELLE (Daniel). in L. BAUDELET, F. BASSET, A. LE ROY, Jardins partagés, Utopie, conseils pratiques, Ed. Terre vivante, Mens, 2008, p132
- [4] CHOUCQ (Estelle), 2019. Pratiques alimentaires sociales et spatiales : une réflexion sensible sur le paysage alimentaire. Architecture, aménagement de l'espace. Mémoire de master, s/d de Virginie Meunier et Christian Marenne. [PDF (145 pages) Pratiques alimentaires_M1820194314_CHOUCQ Estelle] <https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-02624263>
- [5] CTIFL (2021). Rapport d'études. L'impact des jardins potagers sur les achats et la consommation des fruits et légumes frais [PDF (47 pages)] : <https://www.ctifl.fr/l'impact-des-jardins-potagers-sur-les-achats-et-la-consommation-de-fruits-et-legumes-frais-enquete-2021>
- [6] DELFOSSE (Claire), 2019. L'alimentation : un nouvel enjeu pour les espaces ruraux. L'information géographique, Armand Colin, 2019/4 (Vol. 83). p.34-54 [PDF (20 pages) : <https://shs.cairn.info/revue-l-information-geographique-2019-4-page-34?lang=fr&tab=texte-integral>
- [7] DEMOLY (Elvire), SCHWEITZER (Camille) (2017). En 2017, 20 % des ménages ont consommé des produits alimentaires de leur propre production ou de celle d'un autre ménage. INSEE. Mesurer pour comprendre. [PDF (6 pages) : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/5370353>
- [8] DERMINON Suzie (2020). État des lieux de la biodiversité dans les jardins familiaux. Analyse des réponses à l'enquête lancée par la Fédération nationale des Jardins familiaux et collectifs (FNJFC) en été 2019. AGRo Paris Tech - FNJFC, mémoire de fin d'étude IEVU (Ingénierie des Espaces Végétalisés Urbains), s/d de François CHIRON et Badis MERAD [PDF (110 pages) <https://infodoc.agroparistech.fr>
- [9] Étude SEMAE - KANTAR, 2021). Les Français et le potager : pratiques et motivations des jardiniers (2021) [PDF (80 pages) semae-enquete-kantar-les-francais-et-le-potager-20211014 <https://www.semae.fr/uploads/semae-fr-publications-les-francais-et-le-potager-kantar-2021.pdf>
- [10] France AGRIMER - FNJFC, 2010. Évaluation de la production d'une parcelle de jardin familial [PDF (4 pages) Etude FranceAgrimer 2010] : <https://www.franceagri-mer.fr/content/download/9007/57492/file/Conf-FAM-jardins02122010.pdf>
- [11] GOJARD (Séverine), WEBER (Florence), 1995. Jardins, jardinage et autoconsommation alimentaire. *INSSE-INRA sciences sociales*, 1995, 2, pp.1-4. .hal-02716221. [PDF (5 pages) Jardinage et autoconsommation alimentaire ISS95_2_1] : <https://hal.inrae.fr/hal-02716221/document>
- [12] GUIRAUD (Noé), DELFOSSE (Claire), VANDENBROUCKE (Perrine), VIRICEL (Philomène) et MUNAR (Laura), 2022. Les jardins dans les espaces ruraux de moyenne montagne en Auvergne Rhône-Alpes : les révélateurs d'un rapport à l'alimentaire en recomposition. *Revue de géographie alpine* [PDF (20 pages) Jardins espace montagne_rga-10824] : <https://isara.hal.science/hal-03946546>
- [13] INSINGRINI (Thomas), 2009-2010. Jardins familiaux, du développement social au développement durable. Projet de diagnostic territorial sur la commune d'Aix-en-Provence. Université Aix-Marseille. Mémoire de master Urbanisme, projet territorial et développement durable s/d de Jean-Noël Consales. [PDF (153 pages) JFDS_AIX-Memoire lsingrini_opt] : http://www.padesautoproduction.net/Documents/JFDS_AIX-Memoire%20lsingrini_opt.pdf
- [14] JÉGAT (Léna), 2018-2019. L'autoproduction alimentaire dans les jardins familiaux de l'agglomération Caennaise. Université de Caen, Mémoire master 1, GAED - Parcours ruralité en transition [PDF (233 pages dont 90 d'annexes) Autoproduction alimentaire_Memoire_LenaJEGAT] <https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-02307352>
- [15] JOUBERT (Anoucha), 2018. Étude-enquête sur l'intérêt économique des jardins potagers, AGRo Paris Tech - SNHF, mémoire de fin d'étude IEVU (Ingénierie des Espaces Végétalisés Urbains), s/d de Christine Aubry et Jean-Daniel Arnaud. [PDF (83 pages)] : <https://www.snhf.org/wp-content/uploads/2018/12/E%CC%81tude-enque%CC%82te-sur-linte%CC%81re%CC%82te%CC%81conomique-des-JPF-A.Jaubert-2018.pdf>
- [16] MARIE (Maxime), 2019. Estimation de la contribution de la production potagère domestique au système alimentaire local à partir de l'étude des cas de Rennes, Caen et Alençon. *Vertigo : La Revue Électronique en Sciences de l'Environnement*, 19/2, 10.4000/vertigo.26215. [PDF (23 pages) _Etude de Vertigo_MaximeMarie_2019] <https://shs.hal.science/halshs-02402572>
- [17] Observatoire des prix et légumes en 2022. Familles Rurales, juillet 2022 [PDF (15 pages) Observatoire Fruits et Légumes 2022 : https://www.famillesrurales.org/www/sites/multisite.famillesrurales.org/_www/files/ckeditor/actualites/fichiers/Observatoire%20Fruits%20et%20L%C3%A9gumes%202022.pdf
- [18] ROUGIER (Nicolas), 2020. Les jardins collectifs, entre outils pour la fabrique de la ville et problématique foncière, le cas de l'Île-de-France. Mémoire de spécialisation, Paris, Conservatoire Nationale des Arts et Métiers, École Supérieure des Géomètres et Topographes, 2020. Sciences de l'environnement. [PDF (88 pages) Jardins collectifs_ROUGIER Nicolas] : <https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-03031790>
- [19] SAINT-JEAN (Catherine), 2015. 17 millions de jardiniers... Et vous, et vous, et vous ! *Le Figaro*, 20 mars 2015.
- [20] SANCELME (Virginie), 2012. Quelle(s) implication(s) de la ville dans la reterritorialisation du système alimentaire ? Le cas de l'agglomération nantaise. Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Magistère d'urbanisme et d'aménagement 2^e année, s/d de Sabine Barles. Géographie. 2012. dumas-01297073. [PDF (109 pages) Mémoire_Sancelme] <https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01297073>
- [21] SESSEGO (Victoire), STAQUET (Amélie), SULLICE (Étienne), 2018. L'autoconsommation alimentaire : entre ressource économique, pratique de loisir et morale écologique, Mémoire de statistique appliquée 2^e d'ENSAE.
- [22] THOUVENIN (Alicé), 2010. Les jardins partagés. Une expérience collective ? Université de Toulouse - Le Mirail, mémoire de master - mention sociologie, s/d de Marie-Christine ZELEME. [PDF (105 pages) Jardins partagés Toulouse iefe7bcfb43d7e562e11d4f53d3645c464dd764404-] : <https://dante.univ-tlse2.fr/s/fr/item/79>
- [23] Webinaire 15 mai 2024. Achats des Français en végétaux et prestations extérieures. Retour sur l'année 2023 : une année entre rupture et continuité. FranceAgrimer & VALHOR - étude réalisée par Kantar (<https://www.valhor.fr/>).
- [24] Consultation de nombreux sites de l'immobilier.

Publication de la SNHF • 84, rue de Grenelle 75007 Paris
01 44 39 78 78 • info@snhf.org • www.snhf.org
Publication : novembre 2024
ISBN 978-2-913793-64-4
Gratuit